

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Décembre 2008

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en novembre dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de novembre-décembre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.iijcan.org/index_fr.html.

Accréditation – Industrie de la construction – Pratique et procédure

– La Commission doit déterminer si elle peut et doit accepter une réponse à une requête en accréditation déposée en retard – L'avocat de l'intimé avait communiqué avec la Commission le jour de l'échéance pour demander une prorogation, de façon à pouvoir consulter un avocat spécialisé en relations de travail; la réponse avait ensuite été déposée avec une journée de retard – La Commission analyse les répercussions de la décision rendue par la Cour d'appel dans *Maystar* [2008] OLRB Rep. March/April 306, et elle estime que, en raison des paragraphes de conclusion de cette décision, le jugement de la Cour divisionnaire quant à l'interprétation du paragraphe 128.1 (3) ne lie pas la Commission – La Commission estime cependant que l'interprétation que fait la Cour divisionnaire du paragraphe contesté est persuasive : le terme « fournit » du paragraphe 128.1 (3) s'adresse à l'employeur et non à la Commission, et il faut l'interpréter comme ayant un sens d'indication et non d'obligation – Une interprétation dans le sens d'une obligation mènerait à des résultats inéquitables et exigerait de la Commission qu'elle traite de façon différente les divers aspects d'une réponse déposée en retard – Par conséquent, la Commission considère qu'elle a le pouvoir discrétionnaire de

recevoir les documents fournis en vertu du paragraphe 128.1 (3) mais déposés en retard – Dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire d'accepter la réponse déposée en retard, la Commission tient compte de la durée du retard; de la mesure dans laquelle l'intimé a été convaincant dans son explication du retard; du préjudice causé au requérant – La Commission admet la réponse déposée en retard et renvoie l'affaire devant une assemblée d'accréditation régionale

CHRISTINA HOMES LTD. AND/OR 1357202 ONTARIO LTD. AND/OR CHRISTINA WEST JOINT VENTURE; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; Board File No. 1834-08-R; Dated November 20, 2008; Panel: Marilyn Silverman (11 pages)

Normes d'emploi – Selon la Commission, cette personne employée depuis six ans, dont la semaine de travail normale comptait 35 heures et qui a vu ce nombre d'heures hebdomadaires réduit à huit avec diminution de salaire correspondante, a fait l'objet d'un congédiement implicite – Sa relation d'emploi ne comportait aucune clause ou condition implicite qui aurait suggéré ou fait entrevoir une compression de cette ampleur, et il ne s'agissait pas non plus d'une mise à pied – Aux yeux de la Commission, la démission ultérieure de l'employé semble être un geste raisonnable, qui a eu lieu dans un délai raisonnable après la mise en œuvre des changements, conformément à l'alinéa 56 (1) c) de la Loi – Requête admise

DR. MICHAEL BLACKMORE AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; RE JOHN DANIELS; Board File No. 0618-08-ES; Dated November 20, 2008; Panel: Corinne F. Murray (4 pages)

Santé et sécurité – Délais – Le requérant avait déposé, au moyen de la formule A-67, une requête de suspension de l'application d'un ordre de l'inspecteur 29 jours après la date de l'ordre, mais n'avait pas interjeté appel de l'ordre dans le délai de 30 jours prescrit par le paragraphe 61 (1) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* – La Commission devait déterminer si l'appel avait été présenté dans le délai prescrit – La Commission déclare que tous les renseignements nécessaires pour engager un appel figurent à la formule A-67, et que les Règles de procédure l'autorisent à se dispenser de l'application stricte des règles si elle le juge opportun – La Commission se dégage de l'application stricte de la règle 22.1, laquelle exige qu'un appel soit interjeté au moyen de la formule A-65 – La formule déposée hors délai est considérée comme étant une modification de l'appel déposé dans le délai prescrit quatre jours plus tôt – L'affaire suit son cours

DYNAMIC PROPERTIES INC.; RE RICK CARPENTER, JOSIE ROQUE AND DAVE MACDONALD, INSPECTOR; Board File Nos. 2303-08-HS; 2345-08-HS; Dated November 4, 2008; Panel: Harry Freedman (3 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Le syndicat souhaitait retirer sa contestation de la liste de l'employeur à la suite d'un scrutin de représentation, et il demandait en outre que la Commission rejette la requête sans interdiction, compte tenu de l'avis selon l'article 8.1 donné par l'employeur, parce que le syndicat reconnaissait avoir l'appui de moins de 40 % des particuliers compris dans l'unité de négociation – Cependant, le syndicat avait déjà donné son accord à une unité de négociation appuyée par 41 % seulement des employés membres – La Commission soutient que le syndicat ne pouvait invoquer l'article 8.1 de la Loi après avoir donné son accord à une unité de négociation appuyée par plus de 40 % des employés membres et après la tenue d'un scrutin de représentation – La Commission conclut que la requête doit être rejetée en vertu soit du paragraphe 10 (2), soit du paragraphe 7 (10) de la Loi

EXCEL STEEL LTD.; SHEET METAL WORKERS' INTERNATIONAL ASSOCIATION LOCAL 540; Board File No. 1940-08-R; Dated November 20, 2008; Panel: Brian McLean (3 pages)

Conflit d'intérêts – Pratique et procédure – La Commission relève une augmentation de la

fréquence des motions visant à changer d'avocat commis au dossier en raison de supposés conflits d'intérêts – Selon la Commission, ce genre d'allégation fait planer de sérieux doutes quant au professionnalisme d'un avocat et ne devrait pas être traité à la légère – Assumant un rôle analogue à celui de la Cour supérieure dans des circonstances comparables, la Commission émet une directive et un calendrier pour l'échange et la remise des déclarations relativement aux faits (et des documents à l'appui) sur lesquelles se fondent les parties à la motion – L'affaire suit son cours

GOTHAM STRUCTURAL GROUP INC. AND DUROCAST STRUCTURAL GROUP INC.; RE THE FORMWORK COUNCIL OF ONTARIO; RE CANADIAN CONSTRUCTION WORKERS UNION; Board File No. 0059-08-R; Dated November 5, 2008; Panel: David A. McKee (5 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – L'OPDC (UIJAN) contestait l'opportunité de la requête de la CLAC pour deux raisons : 1) l'UIJAN avait déjà déposé deux requêtes en accréditation comportant un certain chevauchement avec la présente requête du point de vue des unités de négociation; 2) la présente requête était frappée d'interdiction parce qu'elle se rapportait à une unité de négociation déjà rejetée en vertu de l'alinéa 128.1 (14) e) dans le cadre d'une des deux requêtes antérieures – La Commission permet que la présente requête suive son cours parce que la description de l'unité de négociation de la requête antérieure « en vigueur » n'a pas encore été déterminée – De plus, la Commission note que le paragraphe 128.1 (15) et le paragraphe 10 (3) de la Loi se rapprochent sur le point suivant : on y fait mention non pas des postes visés par l'unité de négociation mais des particuliers qui en font partie, de sorte qu'on ne peut empêcher la formation d'une unité composée entièrement de nouveaux employés – L'affaire suit son cours

LOOBY CONSTRUCTION LIMITED; RE CONSTRUCTION WORKERS LOCAL 53 AFFILIATED WITH THE CHRISTIAN LABOUR ASSOCIATION OF CANADA; LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; Board File No. 1784-08-R; Dated November 25, 2008; Panel: Harry Freedman, John Tomlinson; Richard Baxter (6 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – L'OPDC demandait l'accréditation des employés de l'intimé au travail sur trois chantiers de la région géographique 4; la preuve d'adhésion avait

été déposée au nom du syndicat local 1081 – L'intimé déclarait que le syndicat local 1059 détenait le droit de négocier au nom des journaliers au service de l'intimé dans la région géographique 3 de la Commission en vertu d'un accord de reconnaissance volontaire, et que tous ses employés qui travaillaient à l'extérieur de la région géographique étaient liés par cet accord – La Commission estime que, en l'absence d'un document écrit, elle ne peut ratifier l'existence de l'accord de reconnaissance volontaire – De plus, la Commission déclare que l'application à titre gratuit des dispositions d'une convention collective n'a pas pour effet de lier les parties à cette convention – Enfin, la Commission conclut que, puisque les syndicats locaux 1059 et 1081 sont des membres constituants du requérant, la manière dont le requérant a réuni la preuve d'adhésion auprès des employés n'est pas pertinente pour l'issue de la requête, puisque les employés étaient déjà membres du requérant – Certificat délivré

PACHECOS CONTRACTORS LTD.; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; Board File No. 2263-08-R; Dated November 4, 2008; Panel: Harry Freedman (5 pages)

Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Normes d'emploi –

L'employé alléguait avoir subi un traitement injuste de la part du syndicat, ce dernier ayant manqué à défendre en son nom un grief visant à lui obtenir une indemnité de licenciement et de cessation d'emploi – À la suite d'une mise à pied de 34 semaines, l'employé avait été rappelé au travail, mais, peu après, ayant opté pour une « mise à pied préférentielle » aux termes de la convention collective, il avait démissionné de son emploi – Il avait alors demandé au syndicat de l'aider à obtenir les avantages auxquels il avait droit en vertu de la *Loi sur les normes d'emploi* – Le syndicat avait sollicité l'avis du ministère du Travail et de son propre avocat concernant les avantages auxquels l'employé avait droit – Le ministère et l'avocat du syndicat avaient tous deux émis l'opinion qu'un employé qui opte pour une mise à pied préférentielle ne peut faire valoir ces semaines lors de la revendication des avantages liés à une cessation d'emploi – Le ministère avait par la suite informé le requérant qu'une mise à pied préférentielle constituait effectivement une mise à pied au sens de la LNE – La Commission, sans se prononcer sur l'exactitude des avis reçus par le syndicat et par la suite transmis au requérant, juge que ces avis n'étaient pas erronés au point d'être arbitraires – Requête rejetée

SCOTT WAYLAND; RE THOMPSON PRODUCTS EMPLOYEES' ASSOCIATION; Board File No. 1770-07-U; Dated November 14, 2008; Panel: Brian McLean (5 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Pratique et procédure –

La Commission expose ses motifs quant à l'acceptation d'une réponse à une requête en accréditation qui avait été déposée en retard – Le requérant avait déposé l'une à la suite de l'autre deux requêtes en accréditation très semblables et en avait remis copie à l'intimé; l'intimé affirmait ne pas avoir reçu la première requête et avoir cru que le document sur papier qu'il avait reçu était un double de la première requête, alors que, en fait, il s'agissait d'une seconde requête; le nouveau document ne portait rien en couverture pouvant signaler à l'intimé qu'il s'agissait d'une nouvelle requête – La Commission récapitule sa propre jurisprudence, à commencer par l'affaire *Air Kool*, se penche sur les décisions judiciaires rendues dans *Maystar* et revoit d'autres jugements sur l'interprétation du terme « shall » (« fournit ») – La Commission conclut qu'elle n'est pas liée par la décision de la Cour divisionnaire dans *Maystar* parce que la Cour d'appel a explicitement invité la Commission à faire concorder ses décisions de jurisprudence – En cherchant à déterminer si elle a le pouvoir discrétionnaire d'accepter une réponse déposée en retard, la Commission juge qu'une interprétation du terme « shall » (« fournit ») comme étant de nature indicative : 1) concorde avec l'objet de la Loi et est celle qui permet le mieux de le réaliser; 2) élimine les conséquences non intentionnelles pouvant découler de la conclusion que le terme ait un sens d'obligation; 3) concorde avec l'établissement d'un même sens pour les textes français et anglais de la Loi; 4) cadre avec les principes de la justice naturelle – La Commission conclut que l'intimé a fait une erreur de bonne foi en ne reconnaissant pas que le requérant avait déposé deux requêtes en accréditation, l'intimé s'étant empressé de rectifier son erreur une fois informé des faits – Réponse déposée en retard admise

WEATHERTECH RESTORATION SERVICES INC.; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; Board File No. 1967-08-R; Dated November 20, 2008; Panel: Lee Shouldice (26 pages)

Procédures en instance

Accréditation – Industrie de la construction – Révision judiciaire – Réexamen – La Ville avait demandé la révision judiciaire d'une décision de la Commission qui accréditait la Fraternité des

charpentiers et menuisiers, déclarant qu'elle n'avait jamais reçu d'avis en bonne et due forme du dépôt de la requête en accréditation parce que les documents du syndicat avaient été envoyés à un numéro de télécopieur qui n'était pas régulièrement surveillé – La Cour soutient que la décision de la Commission avait été raisonnable – La Cour rejette en particulier l'argumentation de la Ville selon laquelle la Commission était tenue de recevoir toutes les réponses déposées en retard – La Cour signale que, de toute façon, la Commission avait donné à la Ville l'occasion de s'exprimer sur la question de l'avis, mais que celle-ci n'avait pas donné suite à cette offre – La Cour juge également que la Commission avait traité de façon raisonnable les deux demandes de réexamen – Requête rejetée

CITY OF HAMILTON; RE UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 18 AND OLRB; Board File No. 1785-05-R (Court File No. 209/06); Dated November 5, 2008; Panel: Lederman, Bellamy, Karakatsanis JJ. (5 pages)

Accréditation – Révision judiciaire – Scrutin de représentation – L'employeur avait sollicité la révision judiciaire d'une décision de la Commission ordonnant la tenue d'un scrutin, sous prétexte qu'on ne lui avait pas signifié la requête en accréditation – La Commission avait découvert que le syndicat avait télécopié la requête à un numéro qui lui avait été fourni par un représentant de l'employeur – La Cour juge que, dans les circonstances, la décision de la Commission avait été raisonnable et qu'il n'y avait pas eu déni de justice naturelle – Requête en révision judiciaire rejetée

EDGEWATER GARDENS LONG TERM CARE CENTRE; RE OSPEU AND OLRB; Board File No. 3166-07-R (Court File No. 08-0015); Dated November 3, 2008; Panel: Cunningham, Thomson; Hackland (2 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
MacKenzie Construction Group Divisional Court No. 532/08	1096-08-R	En cours
Schuit Plastering & Stucco Divisional Court No. 537/08	0210-08-R	En cours
Mohamed C.Z. Khan Divisional Court No. 461/08	2153-01-OH	19 janvier 2009
Dr. Peter Khaïter Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
Christian Labour Association of Canada Divisional Court No. 382/08	3798-05-R; 3958-05-U	En cours
Lorraine Fraser Divisional Court No. 1719 LONDON	0059-06-ES; 0061-06-ES	En cours
Comfort Hospitality Inc. Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
Govin Misir v. S. Lalgudi Vaidyanathan et al Divisional Court No. 566/07	2966-03-ES; 3389-03-ES; 3390-03-ES	En cours
LIUNA v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
LIUNA, Local 183 (PineValley Enterprises) Divisional Court No. 201/08	0910-07-R	En cours
LIUNA, Local 183 (Saddlebrook) Divisional Court No. 201/08	3414-06-R et al	19 décembre 2008
BCC Constructors v. International Union of Painters Divisional Court No. 138/08	3174-06-R	En cours
Edgewater Gardens Long Term v. OPSEU Divisional Court No. 08-0015 HAMILTON	3166-07-R	23 octobre 2008 Motifs publiés le 3 novembre 2008
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 Divisional Court No. 66/08	2127-05-G; 3437-05-G	27 janvier 2009
Ottawa Fertility Centre v. Ontario Nurses Association, OPSEU, CUPE Local 4000, Ottawa Hospital and OLRB Divisional Court No. DV-08-1394 OTTAWA	1531-06-PS	En cours
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07 (M35498)	3737-05-U	Rejetée – 4 juin 2008 Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Court of Appeal No. C48942	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	27 janvier 2009
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	Rejetée – 5 novembre 2008